

# LE CENTRE

Quotidien de Montluçon, de l'Allier et de la Creuse

11, Av. Maréchal-Pétain, Montluçon. Tél. : 9.

98<sup>e</sup> Année. — N° 103

QUARANTE CENTIMES

Directeur : Henri BOUCHÉ

Samedi 3 mai 1941

## VIVE LE MARÉCHAL !

LE MARÉCHAL EST VENU... LE MARÉCHAL EST PARTI...

CETTE JOURNÉE ATTENDUE AVEC TANT D'ENTHOUSIASME EST DÉJÀ PASSÉE. ELLE A ÉTÉ BELLE, MERVEILLEUSE. ELLE A APPORTÉ A TOUS UN GRAND RECONFORT, DES HEURES DE JOIE, DE JOIE FORTE AU MILIEU DE TANT DE JOURS SOMBRES !...

NOTRE CHEF VÉNERE NOUS A CONFIE QUE CETTE RÉCEPTION ÉTAIT UNE DES PLUS MAGNIFIQUES QU'IL AIT REÇUES... IL A BIEN VU NOUS L'ÉCRIRE SUR UN PARCHEMIN QUI RESTERA COMME SOUVENIR A NOTRE VILLE.

LA FOULE ÉTAIT SI GRANDE POUR L'ACCLAMER QUE LE MARÉCHAL NOUS A DIT « MAIS MONTLUÇON EST UNE GRANDE VILLE ! »

LES DÉCORS PARTOUT ÉTAIENT SPLENDIDES, EXPRESSIFS, DISANT BIEN TOUT L'ÉLAN AFFECTUEUX DE CHACUN A HONORER SON GRAND CHEF.

MALGRÉ LA PLUIE, LE CIEL GRIS, NOTRE VILLE SI BIEN PAVOISÉE AVEC BEAUCOUP D'ORIGINALITÉ MÊME, ÉTAIT ÉCLATANTE, ELLE A BEAUCOUP PLUS AU MARÉCHAL « IL REVIENDRA ».

LE TEMPS, DANS SES JOURS LES PLUS MAUSSADES, S'EST CÉPENDANT LAISSÉ TOUCHER PAR TANT DE BON VOULOIR ET NOUS A ACCORDÉ, POUR LA MATINÉE, QUELQUES INSTANTS DE GRÂCE : A L'ARRIVÉE DU MARÉCHAL, AU SERMENT DE LA LÉGION ET

AU MOMENT OU TOUTE NOTRE JEUNESSE L'A ACCUEILLI, GROUPEE SUR L'AVENUE.

CETTE AVENUE (COMME LA PLACE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, LE BOULEVARD, LA RUE DE LA RÉPUBLIQUE, LES MARAIS, ETC...) ÉTAIT LUMINEUSE, VIVANTE ! LES ENFANTS DE TOUTES LES ÉCOLES, LES GROUPEMENTS DE JEUNESSE ONT ÉTÉ PARFAITS DE TENUE ET D'ORDRE.

PARTOUT, A TOUTE HEURE, SUR LE PASSAGE DE « NOTRE MARÉCHAL », CE FUT L'ENTHOUSIASME, LA FOULE COMPACTE, VIBRANTE : CELLE AU JUSQU'AU DERNIER INSTANT QU'IL VOULUT BIEN NOUS DONNER ET MALGRÉ LA PLUIE.

NOUS REMERCIONS TRES VIVEMENT ET TRES AFFECTUEUSEMENT TOUTE LA POPULATION : COMMERÇANTS, INDUSTRIELS, OUVRIERS, SERVICES PUBLICS, PARTICULIERS, COMITÉS DE QUARTIERS, ÉCOLES, ETC... DE TOUTE LAIDE QU'ILS NOUS ONT APPORTÉE, DE TOUT CE QU'ILS ONT DONNÉ DE LEUR TEMPS, DE LEUR FEINTE, DE LEUR CŒUR, POUR LA REUSSITE DE CETTE JOURNÉE A LA PATRIE ET A CELUI QUI LA SYMBOLISE.

N'ABANDONNONS PAS CE PREMIER PAS DANS NOTRE VOIE D'UNION ET DE PATRIOTISME, C'EST ELLE QUI NOUS CONDUIRA A DES JOURS MEILLEURS ET A UNE FRANCE VRAIE, QUI EST LA NOTRE !

LA DÉLÉGATION SPÉCIALE.

## Montluçon et Commeny se sont, dans un magnifique enthousiasme, données au Maréchal

### Il a reçu chez nous un accueil triomphal, partagé par l'amiral Darlan

#### Villes du Maréchal

Nous croyons pouvoir écrire sans qu'un seul lecteur de bonne foi puisse nous taxer d'exagération que Montluçon et sa voisine Commeny ont vécu hier une de ces journées qui marquent un changement dans l'orientation de l'esprit public.

Evidemment, dans nos villes comme dans toutes celles de France, les atroces circonstances que nous avons vécues, les souffrances présentes et sans nul doute futures, l'extraordinaire, la providentielle apparition à la tête de notre pays d'un homme réussissant au plus haut point les qualités précises qu'il fallait trouver réunies pour faire face à une situation désespérée et en refaire un espoir — tout cela avait entraîné, chez nous comme ailleurs, une évolution profonde des opinions.

D'une part, les convictions ou les légèretés passées avaient, au choc brutal de leurs conséquences, donné leurs vraies mesures et les plus inconsistantes s'étaient effondrées. D'autre part, la lumineuse, l'éclatante évidence de la nécessité de suivre le maréchal s'imposait à quiconque réfléchissait.

Mais enfin, tout le monde ne réfléchit pas. D'autres, en grand nombre, avaient préféré « voir venir », pensant qu'après tout, la prise du pouvoir par le maréchal pourrait bien n'être qu'une sorte d'accident passager, de péripétie sans lendemain, après laquelle l'état de choses antérieur recommencerait tout bonnement. Comme si le passé renaissait jamais. Comme si ce passé, là, père du désastre, était souhaitable. Comme si le désastre lui-même ne creusait pas entre ce passé et nous un abîme définitif.

Fuis, il faut le reconnaître, trop peu de gens avaient saisi que ce qui se réalisait en ce moment, ce n'est pas une évolution, un « programme » de parti, mais une révolution, une refonte complète des institutions. Et pas seulement des institutions mais aussi des cœurs.

On n'avait pas assez compris que cette révolution est une révolution sociale qui s'effectue, non pas par la haine et la lutte de classes — aubaine pour nos ennemis de l'étranger — mais par la justice et l'acceptation de justes mesures de la part de tous.

Enfin, l'attachement au maréchal, aussi raisonné, aussi profond qu'il fut, restait plus du domaine de l'esprit que du royaume du cœur. On le suivait, on lui obéissait pour des raisons bien nettes, bien précises, tenant à son magnificence, à son, non moins beau présent, aux services rendus par lui à la Patrie, à ceux — continus — qu'il lui rend encore chaque jour.

On le servait parce que c'est, en effet, servir la Patrie dont il est le rempart. Et qu'on aime la Patrie.

C'était bien. Mais, depuis hier il y a plus. A cela, quelque chose et venu s'ajouter qui noie la solidité de ces raisons comme dans un ciment plein d'une douce puissance. Ce quelque chose, c'est l'affection.

Nous sommes absolument, sûrs que personne ayant approché le maréchal ne nous démentira ; il émane de cette homme une sérénité, un calme, une paix d'esprit, une impression de lucidité et une bonté paternelle tels que l'on se sent invinciblement attiré et caressé.

C'est un rayonnement auquel on ne résiste pas. Nous en prenons à témoin tous ceux qui, hier, ont parlé au maréchal. Et ceux aussi auxquels il a parlé par l'intermédiaire des micros, malgré que ces appareils, par ailleurs si utiles, ne puissent évidemment « rendre » l'impression que donne la proximité.

Vu du balcon de l'Hôtel de Ville de Montluçon ou du haut des marches de celui de Commeny, le spectacle d'une foule écoutant le maréchal lui parler avait quelque chose d'étonnant par sa gradation.

Certes, les acclamations — notamment celles des légionnaires, le matin, place de l'Hôtel de Ville — étaient nourries et bien senties, dès qu'arriva le maréchal. Mais leur diapason alla montant sans cesse, atteignant, par la suite, au moment où parla le maréchal, après le serment, à la profonde puissance d'un cri d'amour.

Et le soir, lorsque, sous la pluie, le chef de l'Etat fit à la foule immense, sur l'avenue, cette allocution toute paternelle, si sage, si pleine de protocole, avec à la fin, une petite pointe malicieuse, une affectueuse semence de grand-père content à des enfants pas toujours bien sages dans le passé, — alors, combien affectueuses aussi furent les réparties, les mouvements de la foule, et, enfin, l'immense, l'interminable ovation dans laquelle on sentait passer le cœur de Montluçon.

De Montluçon conquis.

Peu après, c'était à Commeny de l'être à son tour. Et là aussi, nous pûmes observer la même gradation de sentiments, le même éveil, le même envol des enthousiasmes, finalement unanimes, déchainés, défilants. Ah ! ces yeux, par milliers fixés sur l'auguste orateur, yeux d'abord curieux, puis séduits, puis fascinés, éblouissants l'approbation profonde, de reconnaissance et de foi !

Des orateurs brillants peuvent séduire des foules, à coup de verbes cliquetants.



Mais qu'en reste-t-il ? Le maréchal les prend, lui, par le rayonnement de sa personne, par le poids de ce qu'il dit en toute simplicité, en toute netteté. Et puis parce que c'est lui.

Lui, le sauveur. Lui l'espoir.

Lui, tout simplement. Lui que, comme le lui criait de tout son cœur une jeune fille au bas du perron de Commeny, nous aimons beaucoup, beaucoup !

Il est bourbonnais ne connaissant que le maréchal. Et si les ne douant pas vite, ni aisément ; mais quand se sonnent, c'est pour longtemps.

Hier, Montluçon et Commeny se sont données. Et ce sont des villes fidèles.

JOUSSAIN DU RIEU.

#### Le départ de Vichy

Dès 8 h. 30, les enfants des écoles, garçons et filles, sous la conduite de leurs maîtres, viennent se ranger sur les trottoirs de la rue du Maréchal-Pétain, depuis l'hôtel Thermal jusqu'à l'hôtel du Parc, devant lequel se sont rangés les scouts de France ; les enfants qui sont le plus près de l'hôtel du Parc ont en leur main de petits drapeaux tricolores. Les membres de l'Etat français des combattants, viennent s'aligner en un ordre parfait. La musique du 22<sup>e</sup> régiment d'infanterie arrive, à son tour, déboussée en venant se presser dans le parc, derrière les légionnaires.

Après avoir passé en revue les légionnaires et les enfants des écoles, le maréchal, parvenu devant l'hôtel Thermal, monte dans son auto. Le Maréchal s'installe dans celle qui lui est réservée et qui prend immédiatement la direction de Saint-Pourçain. Il est accompagné de l'amiral Darlan, vice-président du Conseil, de la Famille et à la Santé ; le général Laure, secrétaire général du Chef de l'Etat ; M. Chau-

#### REMANIEMENT DANS LE CABINET BRITANNIQUE

Londres, 2 mai. — D'importants changements viennent de se produire dans la composition du cabinet britannique. Lord Beaverbrook qui était ministre de la production aéronautique, devient ministre d'état. Le nouveau ministre de la production aéronautique est le lieutenant-colonel Moore Brabazon qui occupait la place de ministre des transports. Il serait remplacé par M. Frédéric James Leathers qui détient alors les deux portefeuilles des transports et de la navigation. Désormais, il y aurait quatre ministres sans portefeuille dans le ministère britannique : Lord Beaverbrook, M. Attlee, lord Juggins et sir John Anderson, lord président du Conseil et M. Greenwood. Pour la première fois, un membre du cabinet britannique, M. Beaverbrook portera le titre de ministre d'état. Le caractère essentiel de ce remaniement est l'importance donnée à lord Beaverbrook qui, assurant la direction aux affaires économiques devient le deuxième personnage du gouvernement et fait déjà figure de successeur éventuel de M. Churchill si celui-ci était amené par la suite à quitter le pouvoir.

#### TENSION ANGLO-IRAKIENNE

Bagdad, 2 mai. — La tension entre la Grande-Bretagne et l'Irak, provoquée par l'arrivée de nouvelles troupes britanniques dans le pays continue. Toutefois, les négociations se poursuivent pour cette question entre le consulat britannique et le gouvernement de Bagdad. On sait que le gouvernement irakien, sans s'opposer au débarquement de troupes britanniques, demande que de nouveaux contingents britanniques ne soient pas débarqués avant que les unités précédemment arrivées, n'aient achevé leur transit et ne se trouvent en dehors de l'Irak. Les britanniques osent passer outre au gouvernement de Bagdad et de nouvelles manifestations de étudiants, l'allocution du président Kayani, le ton violent de la presse, les appels de la radio et une démonstration ostentatoire devant le consulat, à Mossoul, ont créé une atmosphère chargée. Cependant, aucun incident grave ne s'est produit encore et hier soir, certains considéraient la crise comme moins aiguë par rapport à la journée d'hier.

#### Le passage à Montmarault

Un passage à Montmarault de Maréchal s'est arrêté quelques instants. C'est que, entourant le cortège fut l'objection d'émouvantes manifestations de sympathie au Chef de l'Etat. Sur toute la route, combien émouvantes étaient les humbles décorations des maisons campagnardes. — le drapeau au pignon, l'affichage à la fenêtre, voire la guirlande au-dessus de la porte ; tout cela pour dire au maréchal de la route : tout cela pour dire au maréchal de l'affection du peuple de France.

(Voir la suite d'autre part.)

#### L'arrêté à Saint-Pourçain-sur-Sioule

A 9 h. 25, la voiture du maréchal Pétain s'arrêta devant le monument aux morts, entouré d'une foule extrêmement dense. La pluie, qui n'a cessé de tomber dès le jour, s'apaise brusquement. Les acclamations fusent de toutes parts. Le chef de l'Etat est reçu par M. Mirgaut, président de la Légion ; le capitaine de Frigate Fontaine, du Cabinet de la vice-présidence du Conseil.

#### REVOCACTION DE MAIRES

Vichy, 29 avril. — Par arrêté de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, sont révoqués de leurs fonctions : M.M. Dozadas, maire de Poncin (Ain), a fourni des renseignements erronés à l'Administration, à l'occasion d'une candidature à un emploi public ; Grouelle, maire d'Étré (Aisne), a fait preuve de partialité dans l'exercice de ses fonctions ; LAFAYE, MAIRE D'ESTIVAREILLES (ALLIER), a fait preuve de négligence dans l'accomplissement des devoirs de sa charge ; Barras, adjoint au maire de Villemus (Basses-Alpes), a contrevenu à la réglementation relative à la déclaration des socks ; Bodevot, maire d'Escorailles (Cantal), a été condamné à un mois d'emprisonnement et 1.000 fr. d'amende pour délit de fraude et usage illégaux de cartes d'alimentation ; Blanchard, adjoint au maire de la commune des Angles (Gard), s'est opposé au vote d'une motion de confiance à l'adresse du Chef de l'Etat ; Néme, adjoint au maire de Saint-Laurent-de-Mure (Isère), s'adonne à la boisson de façon telle, qu'il ne lui est pas possible de exercer convenablement son mandat ; Pedarbes, maire des Caunets (Hautes-Pyrénées), n'exécute pas les décisions du Conseil municipal.

Secours National PRIVONS-NOUS, MAIS SAUVONS-LES

## Le discours radiodiffusé du maréchal Pétain

Voici le texte du discours radiodiffusé, prononcé, à 17 h. 30, par le maréchal Pétain, à Commeny :

Mes amis,

J'ai tenu à passer au milieu de vous cette journée du 1<sup>er</sup> mai, la première depuis l'armistice, afin de bien marquer le sens et l'importance que j'attache à l'idée du travail, autour de laquelle doit s'opérer, selon moi, la réconciliation de tous les Français. Le 1<sup>er</sup> mai a été jusqu'ici un symbole de division et de haine. Il sera désormais un symbole d'union et d'amitié, parce qu'il sera la fête du travail et des travailleurs. Le travail est le moyen le plus noble et le plus digne que nous ayons, de devenir maîtres de notre sort. Un homme qui sait accomplir une tâche avec courage et expérience, représente toujours une valeur pour ses semblables. La plus saine fierté que l'on puisse éprouver est de se sentir utile par un travail bien fait. Aucun privilège de rang ou de fortune, ne donne à quelqu'un autant de confiance dans la vie et de bienveillance à l'égard d'autrui.

Le travail répond à cette loi sévère de la nature que rien ne s'obtient sans effort. Cette loi du travail a été marquée par une formule de malédiction : « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front ». C'est donc à tort que l'on a fait l'erreur de croire que le mirage d'une cité d'ivoire où il n'y aurait plus de place que pour le plaisir et pour le loisir. Mais si le travail est pour l'homme un fardeau, il est aussi un bienfait ; il est en effet une condition de la bonne santé morale et physique, de l'équilibre et du développement des facultés humaines. C'est une erreur de croire que l'on puisse conserver intacts, ces dons de ses facultés, dans l'oisiveté. Nous ne développons nos capacités et n'augmentons leur force que par l'exercice que nous leur donnons.

La même expérience vait pour les nations et pour les individus. Une grande nation ne se fait pas par un privilège ou une faveur de la chance : elle se fait par le travail continu de tous ses enfants, de génération en génération.

Un chef d'industrie, un patron, pour mériter le commandement dont il est investi, doit se considérer comme ayant charge d'existence et même, en un certain sens, charge d'âmes ; il doit avoir le souci majeur de la dignité, du bien-être, de la santé, du moral de ses collaborateurs et de leurs familles. Il doit même faire un pas de plus et, respectant la liberté de ses ouvriers, ne pas vouloir à toute force leur bien tel qu'il le conçoit, lui, mais tel qu'ils le conçoivent, eux.

Que veulent-ils donc au juste, les ouvriers, lorsque, délaissant de leurs mauvais bergers, ils s'interrogent dans l'honnêteté de leur conscience et dans la sincérité de leur cœur ?

Ils veulent d'abord :

S'évader de l'anonymat où ils sont été jusqu'ici trop souvent confinés ; ne pas vendre leur travail comme une marchandise, ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensants, souffrants, avoir avec leurs chefs, des relations d'homme à homme.

Ils veulent ensuite échapper à l'incertitude du lendemain, être protégés contre les aléas du chômage, trouver dans leur métier une sécurité, ou pour mieux dire, une propriété, avoir la possibilité d'y avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes.

Il leur faut, en outre, participer dans une mesure raisonnable, aux progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés, avoir une sauvegarde efficace contre la misère qui les guette, lorsque survient la maladie ou lorsqu'arrive la vieillesse ; pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie.

Toutes ces aspirations sont légitimes et, dans l'ordre nouveau que nous préparons, elles devront être satisfaites. Elles pourront l'être sans grever les prix de revient d'une charge trop lourde, pour peu que l'esprit de collaboration porte son fruit naturel, sous la forme d'un accroissement de la production en quantité et en qualité.

Cet ordre de nouveau, en quoi consiste-t-il ?

Abandonnant tout ensemble, le principe de l'individu isolé en face de l'Etat et la pratique des coalitions ouvrières et patronales, dressées les unes contre les autres, il institue des groupements comprenant tous les membres d'un même métier : patrons, techniciens, ouvriers. Le centre du groupement n'est donc plus la classe sociale, patronale ou ouvrière, mais l'intérêt commun de tous ceux qui participent à une même entreprise. Le bon sens indique, en effet — lorsqu'il n'est pas obscurci par la passion ou par la chimère — que l'intérêt primordial, essentiel, des membres d'un même métier, c'est la prospérité réelle de ce métier.

Les artisans ont été les premiers à comprendre cette grande vérité et à la mettre en pratique. Il en est déjà, parmi eux, de nombreux essais de prévoyance, qui n'attendent que la consécration légale, pour devenir des corporations véritables.

Moins répandue dans les milieux industriels, l'idée y a fait pourtant, depuis quelques années des progrès sensibles. Partout où elle s'est introduite, elle a eu les effets les plus heureux. L'expérience a montré que partout où les hommes de bonne foi, même issus de milieux sociaux très divers, se rencontrent pour une explication loyale, les malentendus se dissipent pour faire place à la compréhension, puis à l'estime, puis à l'amitié.

Lorsque dans chaque entreprise ou dans chaque groupe d'entreprises, patrons, techniciens, ouvriers, auront pris l'habitude de se réunir pour gérer en commun les intérêts de leur profession, pour administrer en commun leurs œuvres sociales : apprentissage, placement, qualification, allocations familiales, secours de maladie, retraites, logements ou jardins ouvriers, il ne tardera pas à se créer entre eux, une solidarité d'intérêts et une fraternité de sentiments indestructible.

Dès lors, l'union de la nation ne sera plus une formule trop souvent trompeuse, mais une réalité bienfaisante. L'ordre social nouveau, tenant compte de la réalité économique et de la réalité humaine, permettra à tous, de donner leur effort maximum dans la dignité, la sécurité et la justice. Patrons, techniciens et ouvriers, dans l'industrie comme dans l'artisanat, formeront des équipes étroitement unies, qui joueront pour la gagner ensemble, la même partie et la France, sur le plan du travail comme sur tous les autres, retrouvera l'équilibre et l'harmonie qui lui permettront de hâter l'heure de son relèvement.

#### qu'à la limite de leurs aptitudes.

Il leur faut, en outre, participer dans une mesure raisonnable, aux progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés, avoir une sauvegarde efficace contre la misère qui les guette, lorsque survient la maladie ou lorsqu'arrive la vieillesse ; pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie.

Toutes ces aspirations sont légitimes et, dans l'ordre nouveau que nous préparons, elles devront être satisfaites. Elles pourront l'être sans grever les prix de revient d'une charge trop lourde, pour peu que l'esprit de collaboration porte son fruit naturel, sous la forme d'un accroissement de la production en quantité et en qualité.

Cet ordre de nouveau, en quoi consiste-t-il ?

Abandonnant tout ensemble, le principe de l'individu isolé en face de l'Etat et la pratique des coalitions ouvrières et patronales, dressées les unes contre les autres, il institue des groupements comprenant tous les membres d'un même métier : patrons, techniciens, ouvriers. Le centre du groupement n'est donc plus la classe sociale, patronale ou ouvrière, mais l'intérêt commun de tous ceux qui participent à une même entreprise. Le bon sens indique, en effet — lorsqu'il n'est pas obscurci par la passion ou par la chimère — que l'intérêt primordial, essentiel, des membres d'un même métier, c'est la prospérité réelle de ce métier.

Les artisans ont été les premiers à comprendre cette grande vérité et à la mettre en pratique. Il en est déjà, parmi eux, de nombreux essais de prévoyance, qui n'attendent que la consécration légale, pour devenir des corporations véritables.

Moins répandue dans les milieux industriels, l'idée y a fait pourtant, depuis quelques années des progrès sensibles. Partout où elle s'est introduite, elle a eu les effets les plus heureux. L'expérience a montré que partout où les hommes de bonne foi, même issus de milieux sociaux très divers, se rencontrent pour une explication loyale, les malentendus se dissipent pour faire place à la compréhension, puis à l'estime, puis à l'amitié.

Lorsque dans chaque entreprise ou dans chaque groupe d'entreprises, patrons, techniciens, ouvriers, auront pris l'habitude de se réunir pour gérer en commun les intérêts de leur profession, pour administrer en commun leurs œuvres sociales : apprentissage, placement, qualification, allocations familiales, secours de maladie, retraites, logements ou jardins ouvriers, il ne tardera pas à se créer entre eux, une solidarité d'intérêts et une fraternité de sentiments indestructible.

Dès lors, l'union de la nation ne sera plus une formule trop souvent trompeuse, mais une réalité bienfaisante. L'ordre social nouveau, tenant compte de la réalité économique et de la réalité humaine, permettra à tous, de donner leur effort maximum dans la dignité, la sécurité et la justice. Patrons, techniciens et ouvriers, dans l'industrie comme dans l'artisanat, formeront des équipes étroitement unies, qui joueront pour la gagner ensemble, la même partie et la France, sur le plan du travail comme sur tous les autres, retrouvera l'équilibre et l'harmonie qui lui permettront de hâter l'heure de son relèvement.